

Numéro 502

Du

7 février 2020

au

14 février 2020

CNAFAL

19 rue Robert

Schumann

94270

Le Kremlin Bicêtre

09 71 16 59 05

cnafal@cnafal.net

Ce bulletin hebdomadaire ne contient pas les positions du CNAFAL mais des points d'actualité(s) avec des textes pouvant vous être utiles... et il s'agit donc là d'informations brutes non commentées.

Consommation et vie courante

Agriculture :

L'Anses alerte sur le "Tomato brown rugose" fruit virus (ToBRFV), un virus émergent qui menace la culture des tomates et des poivrons en France.



- **L'Anses met en garde contre un virus émergent qui affecte les plantes potagères**

Impôts :



Le ministère de l'Action et des Comptes publics, a publié le 2 janvier 2020, un dossier de presse portant sur le bilan de l'année fiscale 2019, mais aussi portant sur le prélèvement à la source.

- **Impôt sur le revenu : premier bilan du prélèvement à la source**

Droit de rétractation :

La Direction Générale de la Concurrence, de la Consommation et de la répression des Fraudes (DGCCRF), a sanctionné l'entreprise de fourniture d'énergie ENI GAS & POWER, à hauteur de 315 000 euros, pour des manquements aux règles encadrant le démarchage et pour non-respect du droit de rétractation des consommateurs.

- **Sanction à l'encontre de la société ENI GAS & POWER FRANCE pour non-respect du droit de rétractation des consommateurs**

Loi anti-gaspillage :

La loi anti gaspillage a été adoptée par le parlement en janvier 2020. France Nature Environnement fait un point sur les éléments essentiels de la loi.

- **Que retenir de la Loi anti-gaspillage et économie circulaire ?**

Clause abusive :

La Cour de cassation a rappelé, dans un arrêt du 11 décembre 2019, que même si un consommateur limite contractuellement la responsabilité de son fournisseur (réduction de l'indemnisation en cas de problème lors de la réalisation de la prestation par exemple), la clause est abusive, car elle crée un déséquilibre entre les droits du vendeur et ceux de l'acheteur particulier.

- **Cour de cassation, civile, Chambre civile 1, 11 décembre 2019, 18-21.164**

Consommation et vie courante

Protection des données et démarchage téléphonique :

Suite aux injonctions de la CNIL de mise en conformité et à la sanction de 500.000 euros pour démarchage téléphonique illégal, la société Fitura Internationale, s'est soumise aux injonctions de la CNIL qui a ainsi clôturé le dossier.

➤ **Décision du 30 janvier 2020**

Finances :

L'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR), alerte le public face aux risques d'escroqueries liées à des propositions de crédits, d'épargne, de services de paiements et d'assurance. Une liste noire d'établissements est consultable sur le lien ci-dessous.



➤ **Escroqueries : l'ACPR met en garde le public**



Numérique :

L'avis du Conseil d'Etat sur la proposition de loi, visant à garantir le choix du consommateur dans le cyberspace, vient d'être publié.

➤ **Avis**

Plateformes juridiques en ligne :

Suite à l'assignation du Conseil national des barreaux, le juge de l'Exécution du Tribunal judiciaire de Paris, a condamné la société qui agit sous le nom de plusieurs sites dont "demanderjustice.com", à verser 500.000 euros d'astreinte.

➤ **Décision et explications**

Environnement :

Eau potable :

Le Conseil de l'Union européenne, avalise l'accord provisoire, tendant à actualiser les normes de qualité qui concernent l'eau potable.



➤ **Une eau potable sûre et propre**

Conseil constitutionnel :

Dans le cadre d'une question prioritaire de constitutionnalité, le 31 janvier 2020, le Conseil constitutionnel consacre un objectif de valeur constitutionnelle de protection de l'environnement, patrimoine commun des êtres humains. Il en déduit, pour la première fois, "qu'il appartient au législateur d'assurer la conciliation des objectifs de valeur constitutionnelle de protection de l'environnement et de protection de la santé avec l'exercice de la liberté d'entreprendre".

➤ **CP sur la décision n° 2019-823 QPC du 31 janvier 2020**

Bulletin d'informations du CNAFAL

Protection de l'enfance

Chiffres :

L'Observatoire national de la protection de l'enfance vient d'éditer ses chiffres clés, qui comportent des nouveautés. Les pupilles de l'Etat sont maintenant prises en compte dans ses études.

- **Chiffres clés en protection de l'enfance au 31 décembre 2018 - Note d'actualité (janvier 2020)**
- **Chiffres clés en protection de l'enfance au 31 décembre 2018 - Janvier 2020**



Justice :

Les délais d'exécution des décisions de justice, pour la prise en charge des mineurs, ont été revus. Des recommandations pour améliorer la coordination entre les acteurs de la protection de l'enfance ont été émises.

- **Délais d'exécution des décisions de justice en matière de protection de l'enfance**

Handicap

Revenu Universel d'Activité (RUA) :

La concertation sur le RUA se fera, désormais, sans les plus importantes associations de personnes handicapées. Elles estiment que l'allocation adulte handicapée ne doit pas être fusionnée avec le RUA, qui est une prestation sociale totalement différente.

- **RUA : 4 associations quittent la concertation**
- **Tribune – Minima sociaux, les personnes handicapées mises à l'écart**



Accessibilité

Une enquête menée auprès des français, montre que l'accessibilité reste encore un problème pour la plupart d'entre eux qu'ils soient en situation de handicap ou non. Exemples : hauteurs de marches de train, état des trottoirs ou stationnements de voitures...

- **Accessibilité en France – Résultats d'ensemble et classement des métropoles**



Personnes âgées

Les seniors vivant dans des établissements spécialisés souffrent souvent d'apathie. Ces symptômes sont beaucoup moins fréquents chez ceux qui vivent à domicile.,

- **Un tiers des personnes âgées vivant en établissement sont dans un état psychologique dégradé**

Vivre, c'est ne pas se résigner
(Albert Camus 1913/1960)

Albert Camus